

Territoires ruraux franciliens et paysage

Roland Vidal

Quels projets paysagers pour les franges urbaines du XXI^e siècle ?

Le paysage agricole, pour une région urbaine aussi importante que l'Île-de-France, c'est d'abord une question de rencontre entre deux types de territoires dont les logiques d'occupation spatiale ne sont pas les mêmes. Articuler ces deux types d'espace apparaît donc de plus en plus comme une priorité pour les aménageurs et, à l'échelle de la région entière, cette zone d'interface apparaît comme la clé de lecture du monde rural par le monde citadin. L'activité économique agricole, même si elle occupe la moitié du territoire de la région, y est de plus en plus soumise aux regards de la ville qui en attend aujourd'hui tout autre chose que la sécurité alimentaire qu'elle a procurée à Paris durant des siècles.

De fait, les extensions urbaines qui consomment depuis une centaine d'année les surfaces agricoles au rythme de plusieurs dizaines de milliers d'hectares par an (60 000 aujourd'hui en France), conduisent certains acteurs de l'aménagement des régions urbaines à imaginer aujourd'hui des formes de projets dans lesquelles la ville et l'agriculture seraient les composantes d'un même territoire partagé. L'agriculture est alors invitée à s'éloigner de sa fonction première de productrice de denrées alimentaires pour répondre au désir des habitants de disposer, autour des zones urbanisées, d'un cadre de vie agréable et garant du maintien d'un minimum d'espace ouvert de proximité. C'est donc en termes de paysage que se formule l'essentiel des attentes citadines envers les espaces agricoles.

Mais ces attentes se composent aussi d'un ensemble d'images que l'on associe à l'agriculture et qui sont souvent décalées par rapport à la réalité économique d'aujourd'hui. C'est ainsi que de nombreux projets mettent en scène des exploitations maraîchères ou fruitières, qui correspondent à ce que fut l'horticulture jusqu'au XIX^e siècle, mais sont très éloignées de l'affectation actuelle des terres : celle-ci est maintenant guidée par la nature des sols et des climats bien plus que par des exigences de proximité dont l'évolution des transports et des techniques de conservation a émancipé depuis longtemps l'économie agroalimentaire.

De fait, beaucoup de ces extensions urbaines se font désormais sur des plaines agricoles dédiées depuis plusieurs siècles aux grandes cultures céréalières. La « ceinture maraîchère » qui entourait autrefois les villes a disparu en même temps que l'espace de transition qu'elle constituait, avec ses petites fermes plus proche des dimensions du parcellaire urbain et dont le souvenir semble être resté très séduisant. Les grandes villes comme Paris s'étendent désormais sur les parcelles beaucoup plus vastes des grandes cultures et se trouvent ainsi en contact direct avec des paysages dont l'échelle n'est plus la même et auxquels les citadins ne sont pas habitués.

Reconstruire les franges urbaines à l'image de ce qu'elles étaient autrefois apparaît donc comme un projet irréaliste sur ce type de territoire, pour des raisons économiques (il est plus rentable de cultiver les plantes sur les sols et dans les climats qui leur conviennent), démographiques (le nombre d'agriculteurs n'est plus le même et, corrélativement, la taille des exploitations non plus) ou simplement agronomiques (les terres céréalières ne sont pas adaptées au maraîchage). On pourrait évoquer aussi des raisons écologiques, puisque la consommation d'énergie pour une même quantité de denrées produite est supérieure lorsque les rendements sont moins bons. On pourrait enfin évoquer le bon sens, tout simplement, en remarquant que l'étalement urbain a été d'une telle ampleur et d'une telle diversité de formes que les actuelles franges urbaines constituent un périmètre d'une tout autre longueur que celles du XIX^e siècle.

Le désir légitime d'une agriculture de proximité procurant des paysages de qualité autour des villes devrait donc être repensé de sorte à mieux correspondre à la réalité de l'agriculture moderne. Si les « petites fermes maraîchères » peuvent trouver une place dans les projets urbains, il faudrait que ces derniers composent aussi avec *l'autre* agriculture, celle qu'on ne regarde pas alors même qu'elle représente l'essentiel du territoire francilien.

La co-construction des territoires où la ville rencontre l'agriculture doit donc s'appuyer sur une meilleure intercompréhension entre les deux mondes. S'il est vrai que les agriculteurs d'aujourd'hui doivent mieux comprendre les désirs des sociétés citadines, il faudrait peut-être d'abord reconstruire les liens culturels qui se sont distendus au cours du temps et qui font de l'agriculture actuelle un monde de plus en plus étranger à la ville, bien qu'elle soit la principale consommatrice des denrées qu'il produit.

Désir de nature et désir d'agriculture

La modernisation des techniques de transport et de conservation qui, à partir du XIX^e siècle, a entraîné la disparition de la ceinture horticole et la délocalisation des productions vers des régions plus favorables, a eu pour conséquence une recomposition profonde des paysages agricoles franciliens. Ce sont d'abord les vignobles qui ont disparu, et personne n'a regretté le vin que l'on produisait localement au XIX^e siècle dès lors que le chemin de fer a permis aux vignobles implantés sous des climats plus ensoleillés d'approvisionner Paris. La production fruitière a survécu plus longtemps, mais elle a été elle aussi concurrencée par les productions méridionales qui ont petit à petit remplacé la pêche de Montreuil et la plupart des autres fruits locaux. Le maraîchage, enfin, connaît à son tour un déclin qui se confirme encore aujourd'hui, le succès grandissant de nouvelles formes de marchés ne compensant pas la régression du maraîchage traditionnel.

De nombreuses terres ont donc été abandonnées, certaines conquises par la ville, d'autres reconquises par la nature. Les terres maraîchères, implantées dans les fonds humides des vallées, ont ainsi été urbanisées tandis que les coteaux, anciennement viticoles ou arboricoles, se sont enrichis et ont été progressivement reconquis par la forêt. La ville a ainsi perdu son écrin horticole qui remplissait des fonctions de transition aujourd'hui disparues : transition spatiale, puisque le parcellaire de l'horticulture était plus proches du parcellaire de la ville, transition sociale, puisque les maraîchers et arboriculteurs, en lien direct avec les marchés urbains, conciliaient un métier d'agriculteur avec une fonction sociale de citoyen.

Cette perte de contact s'est accentuée avec l'étalement urbain, qui s'est fait en consommant les terres agricoles sans grand souci vis-à-vis de l'approvisionnement alimentaire, puisque celui-ci était assuré par une agriculture désormais lointaine et bien assez productive pour que l'on s'inquiète de sa disparition dans le voisinage immédiat de la ville.

Les premières inquiétudes, face à une ville qui semblait pouvoir s'étaler sans limites, ne concernèrent donc pas les espaces agricoles mais les espaces naturels. Ceux-ci ont définitivement perdu leur statut d'espace dangereux (l'espace sauvage) pour acquérir celui d'espace en danger, suivant une sensibilité envers la nature apparue dès la fin du XIX^e siècle (avec la création du parc national de Yellowstone en 1872). En Île-de-France, après de nombreuses mesures visant à protéger les espaces naturels sensibles, il fallut attendre la fin du XX^e siècle pour que les espaces agricoles fassent à leur tour l'objet d'une attention minimale dans les textes réglementaires. Et cette attention s'est d'abord manifestée dans une certaine confusion entre nature et agriculture, attestée notamment dans les documents d'urbanisme qui ont longtemps confondu les deux (les zones « N » des plans d'occupation des sols).

Il n'est donc pas étonnant d'avoir vu apparaître dans de nombreux écrits cette expression, pourtant fondamentalement paradoxale, d'« agriculture naturelle ». Il n'est pas étonnant non plus que les agriculteurs aient si souvent été réticents à répondre aux attentes citoyennes manifestées à travers des projets qui, tout en se voulant participatifs, se contentaient de sortir l'espace agricole de sa fonction de réserve foncière pour la cantonner dans une autre fonction, guère plus valorisante, de « nature par défaut ». Confondre nature et agriculture, au-delà d'une ignorance de l'histoire, c'est surtout nier le travail de l'agriculteur en ne voyant en lui que le simple « cueilleur » des richesses produites par la nature. C'est aussi nier son droit à la modernité, que l'agriculture a connu comme les autres secteurs de l'économie, en prônant un retour en arrière que l'on confond aisément avec un retour à la nature.

Largement véhiculées par une industrie agroalimentaire dont les messages publicitaires surfent sur les courants à la mode, ces images alliant sans grand souci de cohérence valeurs naturelles et nostalgie de l'agriculture d'autrefois contribuent à brouiller le regard que le monde citoyen porte sur les territoires de l'agriculture qui l'entourent.

Agriculture urbaine et paysages de grandes cultures

La notion d'agriculture urbaine, devenue elle aussi très à la mode à mesure qu'elle s'éloignait de son sens originel (qui concernait l'approvisionnement alimentaire des villes pauvres), a ouvert la porte à une grande diversité de projets, aussi séduisants les uns que les autres. Qu'il s'agisse du développement des activités récréatives, touristiques, culturelles, équestres, des nouvelles formes de vente, AMAP, vente ou cueillette à la ferme, ou de toute autre forme de diversification offerte par la proximité urbaine, on remarque que ces projets excluent presque systématiquement les grandes cultures. Ils ont une importance incontestable pour la vie agricole dans la mesure où ils représentent souvent les sources de revenus complémentaires dont les agriculteurs ont besoin pour compenser les

inconvénients de la pression urbaine, mais ils ne peuvent en aucun cas représenter une solution pour l'ensemble des paysages agricoles concernés.

Leur aspect séduisant, et l'échelle à laquelle ils peuvent se transformer en projet, conduit de nombreux paysagistes ou architectes à s'y intéresser préférentiellement. Mais ils confortent de cette manière l'idée quelque peu obsolète que le paysage serait lié à un regard élitiste porté sur des territoires d'exception. Si l'on admet, comme y invite la Convention de Florence, que le paysage concerne le regard de tous porté sur tous les territoires, alors il faudra regarder autrement la « grande » agriculture, celle qui représente 95% d'une région comme l'Île-de-France, et qui est destinée à constituer le paysage que regarderont la grande majorité des habitants des régions urbaines.

Si l'on met de côté ces territoires d'exception, la plupart des franges périurbaines sont en effet constituées de lotissements pavillonnaires, implantés en bordure des plaines céréalières parce que le coût du foncier y est moins élevé. Ces lotissements répondent à une demande de logement individuel, isolé sur un terrain privé, et correspondent à une simple juxtaposition de parcelles sans relation avec la parcelle voisine ni avec le paysage agricole qui s'étend derrière les haies de thuya.

Revisiter ce désir pavillonnaire pour tenter d'y répondre autrement pourrait être une manière efficace de limiter l'étalement urbain tout en intégrant les espaces agricoles dans un projet de paysage global. L'agriculture serait alors invitée à répondre à un désir d'espace ouvert, implicitement formulé par les habitants concernés et trop rapidement réduit à un besoin de jardin privé soigneusement enclos et destiné surtout à repousser la proximité du voisin. L'innovation architecturale peut apporter des solutions techniques permettant une densification de l'habitat qui réponde quand même au désir d'isolement, et qui réponde distinctement au besoin d'espace ouvert par une « mise en scène » de l'agriculture lui permettant de jouer le rôle paysager qu'elle est en mesure de jouer.

Car pour apprécier un paysage, il faut commencer par le regarder, ce que ne font pas les lotissements actuels largement repliés sur eux-mêmes. Pourtant, il n'y a guère de paysages plus ouverts que ceux de la céréaliculture, sauf peut-être les étendues maritimes vers lesquelles se tournent les stations balnéaires. L'analogie est intéressante car l'attractivité de la « vue sur mer » est une construction sociale relativement récente (XIX^e siècle) et l'on pourrait très bien imaginer que se construise aujourd'hui une attractivité équivalente pour la « vue sur champs ». Au « front de mer » correspondrait alors un « front de champs » qui s'accompagnerait d'une densification de la ville sur ses pourtours. Le même projet répondrait ainsi bien mieux aux besoins de logements, tout en donnant aux franges urbaines la stabilité qui leur manque actuellement. De l'autre côté de la frange, les terres agricoles seraient elles aussi stabilisées au lieu de subir le glissement perpétuel d'un étalement urbain poussant devant lui une éternelle zone d'incertitude.

Revaloriser les paysages de l'agriculture moderne

Les vastes plaines céréalières de l'Île-de-France constituent les paysages les plus caractéristiques de la région. Ils sont aussi les plus efficaces et confèrent à l'Île-de-France, et plus généralement au Bassin Parisien, un rôle majeur dans l'économie agroalimentaire mondiale. En ce sens, ces paysages ne sont pas nouveaux, même si la surface des exploitations a augmenté au cours du XX^e siècle. Les fermes implantées sur les plateaux franciliens dans les siècles passés étaient déjà de grandes dimensions. Ce qui est nouveau, c'est le fait que les franges urbaines se trouvent maintenant à proximité immédiate des champs de blé au lieu d'en être séparées, on l'a vu, par une ceinture horticole aujourd'hui disparue.

Rêver d'une agriculture de proximité qui ressemblerait à celle d'autrefois –en oubliant au passage que la population parisienne était bien moins nombreuse– n'est certainement pas la meilleure manière de réconcilier les citadins avec leur agriculture. Les filières courtes qui se développent autour d'un renouveau du maraîchage et de l'arboriculture ont un rôle important à jouer, dans la mesure où elles peuvent contribuer à renouer le lien social qui s'est distendu entre le monde citadin et le monde agricole. Mais il ne faudrait pas qu'elles contribuent en même temps à marginaliser l'agriculture des plateaux, celle qui occupe l'essentiel du territoire.

Cette agriculture-là devra évoluer dans le sens d'une meilleure prise en compte de son impact environnemental, c'est certain, mais cette évolution devra se faire sans perdre de vue la productivité qui s'avérera de plus en plus nécessaire dans un contexte mondial où les terres agricoles, et surtout les meilleures, se raréfient sur une planète dont la population n'a pas fini d'augmenter.

D'un point de vue paysager, les champs de blés ressembleront encore longtemps à ce qu'ils sont

aujourd'hui. Il serait temps de réapprendre à les admirer, et de voir dans leur modernité le reflet de la sécurité alimentaire dont ils sont les véritables garants, même si la suralimentation qui caractérise nos sociétés, et qui nous conduit à valoriser des produits alimentaires faibles en calories, nous donne l'égoïste impression que la famine ne nous concerne pas.

Pour un agriculteur, un beau paysage agricole est un paysage productif.

Il est fort probable que nos ancêtres qui ont connu la faim partageaient tous cette esthésie que nous avons perdu de vue. S'il est un sentiment que nous gagnerions à aller rechercher dans les souvenirs du passé, c'est peut-être bien celui-là. Dans l'intérêt bien compris du développement durable de la planète tout entière...